

France & Monde → Actualités

TÉMOIGNAGE ■ En 2011, le journaliste François Nénin livrait un alarmant constat après un an d'enquête dans les Ehpad

« Une maltraitance institutionnelle »

En 2011, après une année d'enquête racontée dans *L'or gris*, le journaliste François Nénin avait déjà fait le constat d'une situation similaire à celle décrite aujourd'hui par son confrère Victor Castanet.

Sophie Leclanché

sophie.leclanche@centrefrance.com

C'était il y a à peine plus de 10 ans. En 2011 précisément. François Nénin, journaliste free lance publiait avec Sophie Lapart, ex-aide soignante qui a décidé de briser la loi du silence, *L'or gris* (*). Le produit d'un an d'enquête sur un système, « une maltraitance institutionnelle » installée dans certains établissements où la seule logique est le rendement maximum. « Un gisement d'or gris qui marge à 25 % », constatait alors le journaliste en pointant les dérives d'une seule logique comptable.

« Beaucoup de barrages »

Une décennie plus tard, le journaliste, devenu enseignant au Centre de Formation et de Perfectionnement des Journalistes (CFPJ), se félicite du retentissement des *Fossoyeurs*, le livre de son confrère Victor Castanet.

« On peut se réjouir de l'impact de ce travail puis-



EN 2020. Environ 600.000 personnes résident dans les EHPAD. Sur les 7.367 établissements de France métropolitaine, 45 % sont publics, 31 % associatifs et 24 % commerciaux. PHOTO PIERRE DESTRADE

qu'il est arrivé sur les bancs de l'Assemblée nationale et qu'Olivier Véran, ministre de la Santé, a déclaré qu'une enquête pouvait être ouverte [...] C'est une bonne nouvelle que la cause des personnes âgées revienne sur le devant de la scène. Ce qui l'est

moins, c'est de constater que dix ans après mon enquête, les choses n'ont pas changé. »



« Il y a dix ans, nous avons dénoncé des actes de barbarie qui se produisent encore »

FRANÇOIS NÉNIN Journaliste

Pas changé depuis l'époque où dans différents médias nationaux, y compris sur les plateaux de télévision, les auteurs sont venus raconter l'inconceva-

ble. Jusqu'à « des actes de barbarie ». Des personnes âgées nourries « avec des croquettes pour chat » ; dont on « nettoyait les escarres à l'eau de Javel ». Et déjà « l'odeur d'urine » pour cause de protections rationnées. Et le cas de cette vieille dame qui faute de surveillance « est restée, longtemps coincée dans un volet roulant. Jusqu'à en mourir. »

« Sur le terrain, le travail d'investigation a connu « beaucoup de barrages » se souvient le journaliste.

« Notamment du Syndicat National des Établissements et Résidences Privés et Services d'Aide à Domicile pour Personnes Âgées (SYNERPA). Au cours de nos investigations, nous avons constaté des collusions à différents niveaux entre ce milieu d'affaires, un lobby très puissant, et les politiques, voire certains médias [...] Je n'ai pas réussi à obtenir de rendez-vous avec Roselyne Bachelot, alors ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale pour avoir des réponses sur des questions graves, précises ».

Un regard plus empathique en 2022 ?

François Nénin se souvient aussi qu'« à l'époque, hormis les personnes directement concernées pour des raisons familiales ou du côté des personnels soignants, on n'avait pas trop envie de parler du sujet [...] C'est même à se demander si la grille de lecture d'alors n'était pas uniquement comptable, cette dépendance qui coûte si cher... En raison de ces faits, terribles, que nous avions constatés, nous voulions poser le problème sur la table, ouvrir un vrai débat sur le sort réservé à nos anciens, sur la déréglementation dans ce secteur, la spéculation immobilière qu'elle pouvait aussi générer », se

rappelle François Nénin. « Humainement, c'est une enquête qui m'a marqué. Parce que j'ai vu la maltraitance volontaire de quelques individus, mais aussi celle, institutionnelle généralisée due au sous-effectif, au manque de moyens alloués, guidée par la seule logique capitaliste ».

Aujourd'hui, constate le journaliste, « peut-être est-ce l'effet Covid où l'on a été sensibilisés au bien-être des résidents d'Ehpad, le regard semble plus empathique ». Mais « l'émotion passée », François Nénin espère cette fois voir la manifestation « d'une volonté politique forte de contrôler » les établissements. Faute de quoi les dérives « resteront dans l'impunité » et ceux qui les organisent jouiront toujours d'« un chèque en blanc. » ■

(*) *L'or gris, Maisons de retraite le dossier noir* est paru chez Flammarion.

➔ **Le cas Orpea.** Hier, la ministre chargée de l'Autonomie Brigitte Bourguignon a adressé une convocation au directeur général du groupe Orpea visé par l'enquête du journaliste Victor Castanet. Le 1^{er} février, elle souhaite l'entendre « sur plusieurs points qui feront l'objet d'enquêtes approfondies par les services de l'État ». Suite à cet entretien, la ministre déléguée « se réserve le droit de diligenter une enquête des services de l'Inspection des Affaires sociales sur tout ou partie des établissements du groupe. »

SOCIAL ■ Des dizaines de milliers de personnes dans les rues du pays, hier

« Tout augmente, sauf les salaires ! »

Employés du privé, fonctionnaires, retraités ou lycéens ont manifesté hier en France pour réclamer des hausses de salaires dans un contexte de retour en force de la question du pouvoir d'achat, à deux mois et demi de la présidentielle.

Cette journée, à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires et de plusieurs organisations de jeunesse, « est la convergence de toutes les mobilisations » depuis plusieurs semaines « dans tous les secteurs », a souligné le numéro un de la CGT, Philippe Martinez.

« Aujourd'hui trop de salariés en activité, trop de pensionnés sont en situation de se loger difficilement, de se chauffer plus difficilement, de se déplacer [...] et la réponse ne peut pas être des substituts, des pansements au dernier moment », a aussi estimé Yves Veyrier (FO).

Cette journée de mobilisation interprofessionnelle



MOBILISATION. Dans le cortège parisien, hier. PHOTO AFP

avait réuni 85.400 personnes selon le ministère de l'Intérieur, plus de 160.000 selon la CGT.

À Paris, le cortège s'est élané peu après 14 heures de la place de la Bastille en direction de Bercy, derrière une banderole proclamant « Augmenta-

tion générale des salaires, des retraites, des minima sociaux, c'est l'urgence ».

Des personnalités politiques de gauche étaient présentes, à l'instar de Jean-Luc Mélenchon (LFI) ou Yannick Jadot (EELV), à l'heure où les sondages mettent en tête des préoc-

cupations des électeurs la question du pouvoir d'achat.

« Des salaires pour aller à Ibiza »

À Marseille, dans la matinée, plusieurs milliers de personnes ont défilé depuis le Vieux-Port. Dockers, personnels hospitaliers, cheminots, ou retraités figuraient dans le cortège. La police a entre autres recensé environ 1.500 manifestants à Lyon.

Les enseignants, déjà dans la rue les 13 et 20 janvier pour protester contre la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 à l'école, étaient présents dans les différents cortèges, avec des pancartes ciblant leur ministre Jean-Michel Blanquer. Exemple : « Des salaires pour aller à Ibiza en hiver ». En fin de matinée, le ministère de l'Éducation a fait état d'entre 8 et 9 % de grévistes dans le premier et le second degré. ■

COVID-19

Une 4^e dose de vaccin pas nécessaire à ce stade

Une quatrième dose de vaccin anti-Covid n'est pas justifiée à ce stade, juge le Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale (COSV), qui pourra toutefois revoir sa position si les données scientifiques évoluent.

« Les données disponibles n'appellent pas actuellement à la mise en place d'un second rappel vaccinal (qui, dans les faits, serait le plus souvent une quatrième dose, NDLR), bien que la question soit rendue légitime par le contexte actuel de forte circulation virale », estime cette instance consultative dans un avis daté du 19 janvier et publié hier.

Seule exception, les « personnes sévèrement immunodéprimées, pour qui le COSV a d'ores et déjà recommandé l'injection systématique d'une seconde dose de rappel ».

Pour les autres, les données actuelles ne montrent

pas de « bénéfice individuel significatif ». De plus, « l'intérêt collectif [...] apparaît tout autant limité à court terme », puisqu'un deuxième rappel ne concernerait actuellement qu'une « cible restreinte à environ 3 millions de personnes ».

Contre-productif ?

Par ailleurs, une quatrième dose immédiate pourrait avoir « un effet contre-productif » : elle « pourrait être interprétée comme un signal d'inefficacité de la vaccination par l'opinion et ainsi induire un risque de désengagement à l'égard d'une vaccination perçue comme trop fréquente », met en garde le COSV.

Saisie sur cette question par le gouvernement, cette instance présidée par le P^r Alain Fischer pourra toutefois « faire évoluer sa position en fonction de la parution de nouvelles données scientifiques ». ■